

Redynamiser le processus du développement agricole

Les acteurs du monde paysan et la société civile ont rencontré la presse le mercredi 17 décembre 2008, pour les sensibiliser sur la recherche agricole afin d'aboutir à une plus grande souveraineté alimentaire. La rencontre était présidée par Souleymane Ouattara (Centre Djoliba-sikasso), Mamadou Lamine Coulibaly (SG CNOP) et Dr. Michel Pimbert (IIED), Boukary Barry ; Daouda Marigo.

Aux termes de cette conférence, les organisateurs ont remis à la presse un communiqué de presse dont nous vous présentons un extrait.

Avec l'adoption de la Loi d'Orientation Agricole, le Gouvernement et le peuple du Mali se sont donnés la souveraineté alimentaire comme objectif national. Cette adhésion au principe de la souveraineté alimentaire implique le développement d'agriculture durables et une organisation plus équitable des marchés agricoles. De manière plus fondamentale, la souveraineté alimentaire nécessite la production de nouvelles connaissances scientifiques et le développement d'innovations basées sur la démocratie.

Les acteurs du monde paysan et de la société civile ont souligné toute l'importance d'avoir une recherche agricole nationale compatible avec l'objectif politique de la souveraineté alimentaire.

Une profonde transformation des connaissances scientifiques et une autre manière de faire la recherche, semble de plus en plus nécessaires pour affronter les crises sociales et environnementales liées au modèle de développement agricole actuel.

Pour répondre à ce défi, des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des universitaires ont lancé un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole, en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire.

Cette initiative fait partie d'un projet international sur la gouvernance de la recherche agricole qui se déroule simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région Andine d'Amérique Latine.

Le Mali est au cœur du dispositif mis en place pour l'Afrique de l'Ouest. Le portage politique du projet de délibérations citoyennes sur la recherche agricole est assuré par la CNOP, le Centre Djoliba, l'IRPAD, Kene Conseils et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). L'IIED, qui est basé à Londres (Royaume Uni), assure la coordination internationale et le soutien méthodologique de ce processus multirégional, avec des financements de la coopération des Pays Bas et de la Suisse, Novib-Oxfam et de la Fondation Christensen

ALPHA C. SOW (stagiaire).

NOTRE MÈRE TERRE DE VOUS DIRE TOUT CE QU'ELLE A À VOUS DIRE

BIENNALE 2008

3^e année

Le Guide

Cérémonie
doublement
terre

Prix :
250 F CFA

Habitu d'Informations générales N°090 du - 23 - 29 Décembre 2008 édité par Touba-Com - Directeur de Publication : Bassidiki Torrè
Mamadou Lamine Coulibaly secrétaire général de la coordination nationale des organisations paysannes (CNOP),
le Dr. Michel Pimbert de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Boukary Barry de Kene conseil et Daouda Mariko président de l'Ureel.

L'initiative citoyenne à l'avant-garde du combat

Le comité de pilotage de l'initiative citoyenne a rencontré la presse le mercredi 17 décembre à la Maison de la presse, pour échanger sur l'innovation qu'il entend mettre en place pour repenser la recherche agricole, afin d'assurer la souveraineté alimentaire au Mali.

La conférence de presse, a regroupé Souleymane Ouattara, président du comité de pilotage, Mamadou Lamine Coulibaly secrétaire général de la coordination nationale des organisations paysannes (CNOP), le Dr. Michel Pimbert de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Boukary Barry de Kene conseil et Daouda Mariko président de l'Ureel.

Il ressort du communiqué de presse mis à la disposition des journalistes, qu'à l'issue de la rencontre de Bamako tenue le 17 décembre 2008, les acteurs du monde paysan et de la société civile avaient souligné l'importance pour le Mali de mener une recherche agricole nationale compatible avec l'objectif politique en matière de la souveraineté alimentaire. En effet, une profonde transformation des connaissances scientifiques et une autre manière de faire la recherche semblent de plus en



Le Comité de Pilotage de l'Initiative Citoyenne

et IIED). Le comité de pilotage entend appuyer sur les acquis méthodologiques et lespace citoyen d'implication citoyenne (ECID) sur les OGM en relation avec l'aventure de l'agriculture du Mali, tenu à Sikasso en janvier 2006 en vue d'atteindre son objectif. Cette initiative citoyenne permettra l'implication directe des producteurs agricoles et des citoyens dans la prise des décisions concernant les grandes orientations de la recherche scientifique et technologique, dans la conception des politiques publiques sur la recherche, dans l'allocation des ressources et dans les choix institutionnels pour une vraie souveraineté alimentaire. Il faut retenir que cette initiative s'étalera sur 2 ans.

Ahmadou Maiga

C'est pour répondre à ce défi que des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des universitaires ont lancé le projet de

la délimitation citoyenne sur l'aventure de la recherche agricole qui fait partie d'un projet international. Il est assuré au Mali par le CNOP, le centre Djoliba, l'IRPAD,

Nouvel Horizon

Quinzième Année - Publié tous les jours du Lundi au Vendredi - BP: 942, Bamako

REBELLE SOVERAINETE ALIMENTAIRE

Repenser la recherche agricole en impliquant les producteurs

Dado CAMARA

Pour répondre au défi de la souveraineté alimentaire des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des universitaires viennent de lancer un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole. Et cela en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire.

Cette initiative fait partie d'un projet international sur la gouvernance de la recherche agricole qui se déroule simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région Andine d'Amérique Latine.

DEFINITION DES GRANDES

ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE

Financé par la coopération des Pays Bas et de la Suisse, Novib, Oxfam et de la Fondation Christensen, ce projet de délibération et d'inclusion démocratique offrira de nombreuses opportunités pour renforcer l'implication directe des producteurs agricoles et des citoyens dans les décisions concernant les grandes orientations de la recherche agricole.

Le Mali étant au coeur du dispositif mise en place pour l'Afrique de l'Ouest, le projet est assuré par la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes), le Centre Djoliba, l'IRPAD, Kéné Conseils et l'Institut International pour l'Environnement

et le Développement (IIED). Pour lancer officiellement cette initiative citoyenne, le comité de pilotage a organisé une conférence de presse le mercredi dernier à la Maison de la Presse.

Un comité de pilotage qui va s'appuyer sur des espaces citoyens d'interpellation démocratique, dont les recommandations seront transmises aux décideurs.

Au cours de cette conférence de presse, le président du comité de pilotage a souligné que l'objectif de ce projet c'est d'améliorer la gouvernance en matière de recherche agronomique, trouver un ensemble d'acteurs pour influencer les décideurs à impliquer le monde paysan dans la recherche agricole.

Car selon lui, il y a une nécessité d'adéquation entre les recherches et les besoins.

trac.
de la
artiste
mpor

Recherche Agricole au Mali

LES ACTEURS SOCIAUX PLAIDENT POUR UNE MEILLEURE ADAPTATION

L'URTEL en collaboration avec la Coordination Nationale des Organisations Paysannes, l'Institut International de Londres et Kéné Conseil était face à la presse avant-hier à la Maison de la Presse du Mali avec en ligne de mire, les buts et enjeux d'un processus de réflexion sur les objectifs de la gouvernance; notamment la souveraineté alimentaire. Animée par M. Mamadou Lamine Coulibaly, Président du Comité de Pilotage de la Plate-forme, Souleymane Ouattara, Boukari Barry et le Dr Michel de l'Institut de Londres, la rencontre

visait à réaffirmer la position du monde paysan et de la société sur l'importance d'avoir une recherche agricole nationale compatible avec l'objectif politique de la souveraineté alimentaire.

Pour les conférenciers, une profonde transformation des connaissances scientifiques et une autre manière de faire la recherche s'avèrent plus que jamais nécessaires pour affronter les crises sociales et environnementales liées au modèle de développement agricole actuel. Pour y parvenir, des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des

universitaires ont lancé un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire.

Cette initiative fait partie d'un projet international sur la gouvernance de la recherche agricole qui se déroule simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région Andine d'Amérique Latine.

Noumountié SOGODOGO
(Stagiaire)

COUVERNANCE DE LA RECHERCHE AGRICOLE

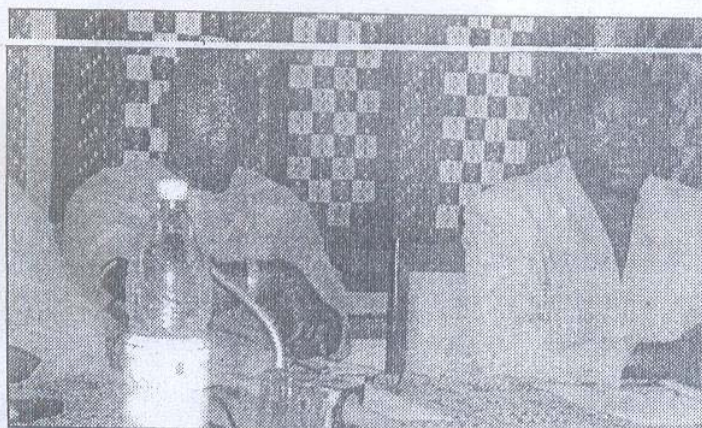
Mettre les paysans au centre des décisions

Des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des universitaires ont lancé un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire. Au Mali, le comité de pilotage a animé le mercredi 17 décembre 2008 un point de presse à la Maison de la Presse. L'objectif était d'entretenir les journalistes sur le contenu du projet.

Réunis à Bamako, des acteurs du monde paysan et de la société civile ont souligné toute l'importance d'avoir une recherche agricole nationale compatible avec l'objectif politique de la souveraineté alimentaire. Une profonde transformation des connaissances scientifiques et une autre manière de faire la recherche semble de plus en plus nécessaires pour affronter les

problèmes sociaux et environnementales liées au modèle de développement agricole actuel. Pour relever ce défi, des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des universitaires ont lancé un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire. Cette initiative fait partie d'un projet international sur la gouvernance de la recherche agricole qui se déroule simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région andine d'Amérique Latine. Le Mali est au cœur du dis-

positif mis en place pour l'Afrique de l'Ouest. Le portage politique du projet de délibérations citoyen-



nes sur la recherche agricole est assuré par la CNOP, le Centre Djoliba, l'IRPAD, Kene Conseils et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Lequel basé à Londres (RU), assure la coordination internationale et le soutien méthodologique de ce processus multirégionale, avec des financements de la coopération des Pays-Bas et de la Suisse, Novib-Oxfam et de la Fondation Christensen. Un comité de pilotage composé de ces différentes structures mis en place, était le mercredi dernier face à la presse pour parler du projet.

Pour le président de la CNOP, Ibrahim Coulibaly « les paysans sont au centre de la souveraineté alimentaire et ils doivent

pouvoir dialoguer librement avec les chercheurs pour trouver des solutions et des technologies adaptées à leurs besoins et contextes. Il s'agira de bâtir un dispositif pluriel et crédible qui permet un échange respectueux entre chercheurs et le monde paysan ». Selon Dr. Michel Pimbert de l'IIED, « cette initiative internationale part du principe que la recherche peut aider à résoudre le problème de la faim, de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement. Cependant, pour que cela se produise, les innovations scientifiques et techniques doivent être construites à partir de l'analyse, des savoirs et des priorités des agriculteurs et des autres citoyens ». L'initiative

citoyenne officiellement lancée le mercredi dernier au Mali et la sous-région se poursuivra sur les deux années à venir. Son comité de pilotage s'appuie sur les acquis méthodologiques de l'Espace Citoyen d'Interpellation

Démocratique (ECID) sur les OGM en relation avec l'avenir de l'agriculture au Mali, tenu sous les auspices de l'Assemblée Régionale de Sikasso en Janvier 2006. Ce nouveau processus de délibération et d'inclusion démocratique offrira de nombreuses opportunités pour renforcer l'implication directe des producteurs agricoles et des citoyens dans les décisions concernant les grandes orientations de la recherche scientifique et technologique, dans la conception des politiques publiques sur la recherche, dans l'allocation des ressources, et dans les choix institutionnels pour une plus grande souveraineté alimentaire.

A. Diakité

PROJET INTERNATIONAL SUR LA GOUVERNANCE DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Le Mali pays-pilote en ouest-africaine

IPARI Ramat
TEMBELY

Cette conférence de presse, qui a eu lieu à la Maison de la presse, était animée par Ibrahim Coulibaly, de la Coordination nationale des Organisations paysannes du Mali, Boukary Barry de Kene Conseils, Souleymane Ouattara du Centre Djoliba de Sikasso et Dr Michel Pimbert de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement. Selon les conférenciers, avec l'adoption de la Loi d'Orientation

Le Comité de pilotage du Projet international sur la gouvernance de la recherche agricole a animé, le mercredi 17 décembre, une conférence de presse dont l'objectif était d'informer les hommes des médias sur la problématique de la recherche agricole en Afrique et dans le reste du monde ainsi que le lancement de l'initiative citoyenne dans notre pays. Selon les conférenciers, la recherche agricole reste le jardin de l'Etat dans la mesure où elle n'est pas transférée aux collectivités. Pour eux, elle doit impliquer tous les acteurs du corps social afin de construire un développement durable.

Agricole, le gouvernement et le peuple maliens se sont donné la souveraineté alimentaire comme objectif national. Cette adhésion au principe de la souveraineté alimentaire implique le développement d'agricultures du-

rables et une organisation plus équitable des marchés agricoles. En prenant la parole, Ibrahim Coulibaly du CNOP a rappelé que, de manière fondamentale, la souveraineté alimentaire nécessite la production

de nouvelles connaissances scientifiques et le développement d'innovations basées sur la diversité, l'équité et la démocratie. Les pays, a-t-il poursuivi, sont au centre de la souveraineté alimentaire et ils doivent pouvoir dialoguer librement avec les chercheurs pour trouver des solutions et des technologies adaptées à leurs besoins et contextes.

Pour ce faire, il s'agit, selon lui, de bâtir un dispositif pluriel et crédible qui permette un échange respectueux entre les chercheurs et le monde paysan.

Abondant dans le même sens, Dr Michel Pimbert de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement a souligné que cette initiative internationale part du principe que la recherche peut aider à résoudre le problème de la faim, de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement.

Cependant, pour que cela se produise, a-t-il estimé, les innovations scientifiques et techniques doivent être construites à partir de l'analyse, des savoirs et des priorités des agriculteurs et des autres citoyens.

dant à leurs réalités locales diverses et à leurs besoins.

Selon les intervenants, ce nouveau processus de délibération et d'inclusion démocratique offrira de nombreuses opportunités pour renforcer l'implication directe des producteurs concernant les grandes orientations de la recherche scientifique et technologique. Il s'étalera sur trois ans et le Mali a été retenu comme pays-pilote dans la région ouest-africaine. Il se déroulera simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région Andine d'Amérique Latine.

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) basé à Londres assure la coordination internationale.

Le financement est assuré par la coopération des Pays Bas et de la Suisse, Novib-Oxfam et la Fondation Christs-ten-

Recherche Agricole au Mali

LES ACTEURS SOCIAUX PLAIDENT POUR UNE MEILLEURE ADAPTATION

L'URTEL en collaboration avec la Coordination Nationale des Organisations Paysannes, l'Institut International de Londres et Kéné Conseil était face à la presse avant-hier à la Maison de la Presse du Mali avec en ligne de mire, les buts et enjeux d'un processus de réflexion sur les objectifs de la gouvernance; notamment la souveraineté alimentaire. Animée par M. Mamadou Lamine Coulibaly, Président du Comité de Pilotage de la Plate-forme, Souleymane Ouattara, Boukari Barry et le Dr Michel de l'Institut de Londres, la rencontre

visait à réaffirmer la position du monde paysan et de la société sur l'importance d'avoir une recherche agricole nationale compatible avec l'objectif politique de la souveraineté alimentaire.

Pour les conférenciers, une profonde transformation des connaissances scientifiques et une autre manière de faire la recherche s'avèrent plus que jamais nécessaires pour affronter les crises sociales et environnementales liées au modèle de développement agricole actuel. Pour y parvenir, des représentants de la société civile, des organisations paysannes et des

universitaires ont lancé un vaste projet de délibération citoyenne sur l'avenir de la recherche agricole en relation avec la poursuite de l'objectif de la souveraineté alimentaire.

Cette initiative fait partie d'un projet international sur la gouvernance de la recherche agricole qui se déroule simultanément en Afrique de l'Ouest, en Asie et dans la région Andine d'Amérique Latine.

Noumountiè SOGODOGO
(Stagiaire)